



*Epistemological Others, Languages, Literatures, Exchanges and Societies Journal* n°13, novembre 2023

ISSN 2271-6386

Groupe de Recherche Identités et Cultures (GRIC)

Université Le Havre Normandie, France

## **MÉMOIRES, MIGRATIONS ET RÉSISTANCES DANS LA TRAJECTOIRE DE LA FASIC (Chile)**

**Belén Rojas Silva<sup>1</sup> et Catalina Álvarez Martínez-Conde<sup>2</sup>**

### **Résumé**

FASIC est une organisation œcuménique fondée au Chili en 1975. Pendant la dictature, son travail s'est concentré sur les personnes touchées par l'emprisonnement politique et la commutation de peine par éloignement (*exil externe*) ainsi que sur les personnes reléguées (*exil interne*). L'ensemble a formé un réseau de savoirs, de positions et de stratégies décisives dans leur travail actuel avec les migrants et les réfugiés. Il s'agit ainsi d'une organisation qui développe une politique du souvenir (Piper, 2008) appliquée aux violences du passé et ses interventions relatives, et se sert de cette politique pour agir sur les (im)mobilités dans le cadre de la démocratie néolibérale. En ce sens, cela nous donne l'occasion de réfléchir sur l'articulation entre mémoires, migrations et résistances, ainsi que sur leur potentiel théorique et politique.

### **Resumen**

FASIC es una organización ecuménica fundada en Chile en 1975. Durante la dictadura, su labor se focalizó en las personas afectadas por la prisión política y la conmutación de pena por extrañamiento (*exilio exterior*) e igualmente en aquellas relegadas (*exilio interior*). El conjunto configuró una trama de saberes, posicionamientos y estrategias determinantes en su trabajo actual con personas migrantes y refugiadas. Hablamos así de una organización que desarrolla una política del recuerdo (Piper, 2008) sobre las violencias del pasado y sus intervenciones al respecto, y hace uso de esta política para accionar sobre las (in)movilidades en el marco de la democracia neoliberal. En ese sentido, nos brinda la oportunidad de reflexionar sobre la articulación entre memorias, migraciones y resistencias, y sus potencialidades teóricas y políticas.

---

<sup>1</sup> Docteure en Sociologie. Chercheuse associée LCSP/CEDREF - Université de Paris. Coordinatrice d'études et enseignante du programme CLACSO-FLACSO Mémoires collectives, Droits de l'Homme et Résistance. Membre du sous-groupe de travail CLACSO Mémoires collectives, migrations et résistance.

<sup>2</sup> Docteure en Psychologie Sociale. Chercheuse associée programme Psychologie Sociale de la Mémoire - Universidad de Chile. Enseignante du programme CLACSO-FLACSO Mémoires collectives, Droits de l'Homme et Résistance. Membre du sous-groupe de travail CLACSO Mémoires collectives, migrations et résistance.

## Introduction

Tout d'abord, il nous semble important de préciser que nous abordons la question de l'exil depuis l'articulation entre les études sur la mémoire et les études sur la migration, donc à partir d'un dialogue entre savoirs nous exigeant de réfléchir et de comprendre l'impact des migrations dans les mémoires et vice versa (Marshall, 2018 ; Palmberger & Tošić, 2017 ; Glynn & Kleist 2012 ; Creet & Kitzmann, 2011). Ce défi, nous le relevons en nous interrogeant sur les possibilités que les remémorations des exils du cycle des dictatures du cône sud – et notamment celles de la solidarité déployée autour de ces mobilités forcées et de leurs protagonistes – nous offrent pour faire face aux enjeux du présent. Dans cet exercice, notre attention se porte sur les mémoires qui construisent une trajectoire pour la Fondation d'aide sociale des églises chrétiennes (FASIC) – organisme œcuménique actif au Chili depuis 1975 – et qui en même temps dévoilent des significations particulières pour l'élaboration du passé, les migrations et leur lien avec la résistance.

Les mémoires auxquelles nous faisons allusion constituent une politique dans le sens proposé par Isabel Piper (2008). À savoir, une expression de volontés articulées favorisant la construction et la reconstruction des savoirs, des identités et des affections en relation avec le passé. Mais, à partir de la perspective que nous assumons, nous insistons sur le fait que ces volontés peuvent s'incarner dans des sujets et des collectifs dont les positions et les actions ont le potentiel de contester, d'une part, les limites de la communauté mémorielle et sa définition restreinte à l'appartenance à l'État-nation, et d'autre part, ce qui doit être remémoré, en remettant en question la centralité des violences dans cette définition et la tendance à une hiérarchisation entre elles. En ce qui concerne la politique de mémoire du FASIC, nous identifions une conjonction des volontés qui permet la production et la réverbération de sens à propos de la justice et les droits depuis la remémoration de la solidarité envers des personnes réfugiées, exilées et migrantes, et qui situe à la fois leurs pratiques et les souvenirs de celles-ci, dans le cadre de la résistance aux violences passées et présentes.

Cela dit, il faut signaler que nous avons abordé la pratique mémorielle de FASIC dans un contexte particulier. Cette recherche s'est déroulée en 2021, pendant la crise sanitaire internationale, où le passage au virtuel que la période a engagé, nous a conduit à approcher la Fondation à travers sa chaîne YouTube. En naviguant sur ce site, nous avons repéré des vidéos sur son histoire et son travail pendant la dictature chilienne, ainsi que sur les actions et les campagnes menées en matière de migration et de refuge à l'heure actuelle. Nous avons également pu prendre connaissance du *Ciclo de Conversatorios FASIC*, des vidéo-conférences dans lesquelles des membres de la Fondation et d'autres

personnes invitées débattaient sur la situation du pays, marquée à ce moment-là par *l'Estallido Social*<sup>3</sup> et le processus d'élaboration d'une nouvelle charte constitutionnelle.

Cette démarche nous a permis de comprendre le réseau social YouTube comme un espace d'activité politique (van Zoonen et al., 2010 ; Knudsen & Stage, 2013) et la chaîne de la FASIC en tant que lieu de débat et de circulation des interprétations du passé dans le présent (Drinot, 2011). Au total, nous avons analysé 47 vidéos mises en ligne entre juillet 2016 et juin 2021, nous avons complété ce travail avec des documents issus du site web de la FASIC, et deux entretiens avec des informateurs clés : Claudio González, secrétaire exécutif de la Fondation et Fanny Pollarolo, psychiatre de la FASIC pendant la dictature.

### **La narration d'une trajectoire**

Les récits sur la pratique de la FASIC auxquels nous avons pu accéder combinent à la fois des éléments de contexte et des prises de position de ses membres sur les différents moments où cette pratique s'est développée et a été renégociée. Le résultat est une narration qui construit les origines et les fondements de l'organisation, ainsi que sa projection dans le présent. Par conséquent, la trajectoire exposée ci-dessous ne peut être comprise en dehors des processus de remémoration.

#### ***Étrangers résidents et réfugiés au moment du coup d'État***

Selon certaines estimations, en septembre 1973, 12 000 personnes résidaient au Chili sous le statut de réfugié (Smith, 2013), la plupart ayant été contraintes de quitter leur pays en raison de l'installation de régimes autoritaires dans le cône sud. Cependant, dès le début de la dictature chilienne, les résidents étrangers, réfugiés ou non, ont été confrontés à un climat d'hostilité et de persécution, ce qui a conduit à la création du Comité d'aide aux réfugiés. Ce dernier est né d'un partenariat entre les églises évangélique et catholique, et la collaboration avec la Croix-Rouge, le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés et le Comité intergouvernemental pour les migrations européennes.

L'objectif du Comité était d'assurer la protection des personnes réfugiées et de leurs familles et de faciliter leur départ du pays, bien que, *de facto*, cet objectif ait été

---

<sup>3</sup> Le 18 octobre 2019, le mouvement populairement connu sous le nom d'« Estallido Social » a débuté au Chili. Un processus de mobilisation dans lequel des milliers de personnes ont manifesté dans tout le pays contre le système néolibéral hérité de la dictature. Les mesures répressives prises par le gouvernement en réponse ont intensifié le conflit et ont été remises en question et dénoncées par diverses organisations nationales et internationales de défense des droits de l'homme. Pour tenter de sortir de la situation politique complexe de l'époque, le gouvernement et les secteurs politiques de l'opposition ont signé un « accord pour la paix » qui acceptait la demande d'une « nouvelle constitution » et établissait le cadre du processus de changement de la constitution en vigueur depuis 1980.

étendu aux résidents étrangers et aux citoyens chiliens. La mise en œuvre de cet engagement a requis la création de 26 maisons d'accueil dans le pays et une coopération directe avec les ambassades ouvertes à l'octroi de l'asile. Une indication de l'action accomplie tient au fait que plus de 4000 personnes initialement réfugiées au Chili ont pu trouver l'asile dans un pays tiers (Smith, 2013).

Au fil du temps, les maisons d'accueil ont fermé leurs portes et l'association sous la forme du Comité a cessé pendant les premiers mois de 1974. Néanmoins, au début de l'année 1975, des informations en circulation laissent entendre que la Junte Militaire cherche à contrer sa mauvaise image internationale à travers la sortie du pays des prisonniers politiques, ce qui est relancé les efforts des églises protestantes et évangéliques. En effet, des négociations entre le gouvernement dictatorial et les organismes internationaux ont abouti au décret suprême 504 du 10 mai 1975, qui permettait la présentation et l'évaluation des demandes de commutation des peines de prison en éloignement indéfini (Sáez, 2013).

### ***Exil et relégation pendant la dictature***

Grâce à l'expérience acquise par le travail du Comité, les personnes convoquées à former ce qui allait devenir la FASIC ont rapidement compris le défi que représente le soutien aux demandeurs de commutation de peine. Les actions concernant des prisonniers politiques impliquaient déjà d'organiser des visites dans les prisons, de soutenir la réalisation des ateliers, ainsi que d'apporter une aide économique aux familles des personnes détenues. Mais le décret 504, d'une part, a entraîné l'élaboration de dossiers judiciaires et sociaux pour l'obtention de visas des demandeurs et des éventuels groupes familiaux. D'autre part, il a mis en évidence la nécessité d'un accompagnement thérapeutique pour toutes les personnes impliquées. En ce sens, un processus apparemment judiciaire et migratoire a mobilisé une équipe multidisciplinaire composée de juristes, de travailleurs sociaux, de psychologues et de psychiatres. Pour illustrer les résultats de ce travail, la Fondation indique que plus de 3000 familles ont été réunies à l'étranger (Fundación FASIC, 2016a). Or, si les mémoires concernant la FASIC placent les actions envers des personnes expulsées du Chili comme fondamentales dans sa création, elles évoquent également les actions menées dans le cadre de la relégation ou « l'exil interne ». Cette peine de déplacement forcé, formalisée par le décret-loi n° 3.168 du 6 février 1980, constitue une forme de violence peu explorée dans le contexte des violations des droits de l'homme pendant la dictature chilienne. Dans ce cas, le travail de la FASIC a consisté à rendre visite aux personnes déplacées, à faciliter les visites de leur entourage personnel et/ou militant, et en même temps à soutenir financièrement leurs familles.

### ***Le retour des exilés***

Dès les dernières années de la dictature et le début de la transition vers la démocratie, la FASIC a œuvré pour le retour des exilés et de leurs familles, avec des programmes et des

bourses qui prenaient en compte les différentes dimensions de la réintégration : professionnelle, juridique, sociale et psychologique. Ces programmes, exécutés en collaboration avec des organisations internationales et nationales liées à la défense des droits humains, se sont poursuivis jusqu'au début des années 90. Leur mise en œuvre a été considérée comme fondamentale pour promouvoir et faciliter le retour, car, comme le souligne Carmen Norambuena (2000), la plupart des personnes qui ont pu retourner au Chili l'ont fait grâce à des fonds provenant principalement de la coopération internationale, et non à l'action de l'État.

### ***Le refuge et la migration en démocratie***

Au début de la transition vers la démocratie, la FASIC a redéfini son objectif général, l'orientant vers le renforcement de la démocratie. La Fondation a choisi de travailler, d'une part, contre l'impunité des crimes de la dictature, et d'autre part, contre le modèle néolibéral installé par le régime. Cependant, tenant compte du fait que depuis les années 1990 la migration au Chili est en constante augmentation et représente aujourd'hui environ 7% de la population totale (Stefoni, 2011; Galaz *et al.*, 2016), au milieu des années 2000, la FASIC a recentré ses actions. Ainsi, elle offre à nouveau des programmes d'accueil et de l'assistance sociale, psychologique, juridique et économique. Enfin, la Fondation œuvre à la promotion des droits humains avec une attention particulière au droit à la migration et a récemment intégré dans son champ d'action la question des persécutions dues à l'orientation sexuelle et/ou à l'identité de genre, en devenant l'une des rares organisations au Chili à aborder cette problématique.

### **Mémoire, migration et résistance**

Comme nous l'avons déjà mentionné, les récits qui construisent la narration d'une trajectoire pour la FASIC mobilisent les positionnements de ses membres, dont nous soulignons ci-dessous la compréhension de la mémoire, de la migration et de leur relation avec la résistance.

### ***Des mémoires qui illuminent et réactivent***

Dans la pratique mémorielle de la FASIC, l'action solidaire envers les personnes en situation d'éloignement indéfini ou déplacement forcé permet de relier leur passé et leur présent. Il s'agit d'exercices de remémoration qui nourrissent, mais qui en même temps mettent à l'épreuve la reproduction de leur travail, car le moment présent impose ses propres défis. Pour reprendre les propos de Verónica Reyna, ancienne avocate de la Fondation, « nous avons aujourd'hui d'autres problèmes de droits de l'homme » (Fundación FASIC, 2016a, 23m13s)<sup>4</sup>. Alors, si la dictature n'est plus le cadre de leur action, pourquoi la FASIC favorise-t-elle la construction de la mémoire par rapport à cette

---

<sup>4</sup> Traduction libre.

dernière ? Notre recherche nous a permis de comprendre que si elle le fait, c'est pour mettre en lumière non seulement la violence de la période, mais surtout les luttes qui y ont fait face.

Par exemple, en ce qui concerne la relégation, la diffusion de l'étude effectuée par la FASIC à ce sujet souligne que cette sanction est réactive au cycle de protestations contre la dictature au début des années 1980, met en avant le rôle des leaders politiques et associatifs des personnes reléguées, et rend visible les liens que celles-ci ont pu tisser et le militantisme qu'elles ont pu tenir dans ces circonstances. Cette approche est cohérente avec les points de vue des membres de la Fondation, comme María Graciela Acuña qui constate dans les archives de l'organisation une voie à travers laquelle les nouvelles générations peuvent construire « une autre image » de la dictature, et qui, sans négliger que « bien sûr, c'était terrible », intègre le fait que « il y avait encore de la résistance » (Fundación FASIC, 2016a, 22m14s)<sup>5</sup>.

Nous pouvons ajouter aussi les propos de Gloria Köning concernant les débats organisés par la Fondation. D'après elle, ces moments d'échange permettent de « réviser l'histoire, regarder ce que nous faisons aujourd'hui, mais fondamentalement être capable de construire l'avenir de notre pays (...) avec le formidable héritage qu'il possède (...), l'histoire de la résistance, de la force et de l'organisation » (FASIC, 2020b, 02m57s)<sup>6</sup>. Enfin, selon Nancy Nichols, chercheuse qui travaille en étroite collaboration avec la FASIC, « la mémoire des luttes politiques passées, de ceux qui ont contesté un ordre établi injuste, inégalitaire et inéquitable tout au long du XXe siècle (...) ainsi que les mémoires qui se développent depuis le 18 octobre (...) nourriront la quête de la survie de la planète, menacée comme jamais, mais aussi la recherche de projets transformateurs (Fundación FASIC, 2020a, 33m32s)<sup>7</sup>. Projets qu'à partir de la construction chorale de la trajectoire de la Fondation à laquelle nous avons eu accès, nous comprenons comme inéluctablement orientés vers l'obtention des garanties des droits pour toutes les personnes qui habitent au Chili, comme nous le verrons par la suite.

### ***De la migration à la mobilité***

Quant à la compréhension de la migration, nous voyons tout d'abord que les mémoires de la FASIC mettent en évidence différentes formes et directions : la migration comme projet et la migration forcée, à l'intérieur d'un pays et au niveau international, pour des raisons de persécution - pas seulement politique - et pour des raisons économiques ; entre autres. Cela favorise la configuration d'une notion complexe de mobilité (Glick Schiller & Salaza, 2013) nous permettant de réfléchir aux déplacements à travers le prisme des processus historiques, sociaux et politiques qui les produisent sous des catégories spécifiques : exil, relégation et retour pendant la dictature ; migration et refuge en

---

<sup>5</sup> Traduction libre.

<sup>6</sup> *Idem.*

<sup>7</sup> *Idem.*

démocratie. Ainsi, les principales différences dans l'action du FASIC en matière de mobilité sont liées aux difficultés particulières qui affectent chacune d'entre elles, en fonction des scénarios dans lesquels elles se développent et les adaptations qu'elles exigent. Par exemple, si pendant la dictature le FASIC considérait les dimensions juridiques et sociales, la santé mentale, les projets politiques, professionnels, éducatifs, etc., dans leurs interventions, cette approche perdure aujourd'hui en ce qui concerne l'accueil des migrants, des demandeurs d'asile et des réfugiés.

Ensuite, la notion de mobilité que nous interprétons à partir des mémoires de la FASIC, sous-tend une pratique politique qui, comme le renforcent ses membres passés et présents, traverse la trajectoire de la Fondation. Cette compréhension des mobilités, qui met l'accent sur le déplacement comme étant délimité et/ou rendu possible par les positions des sujets dans un contexte social, politique et économique particulier, promeut une lutte pour la justice sociale afin de garantir la dignité des migrants. En ce sens, les mémoires de la Fondation alimentent et actualisent une perspective qui remet en question la signification de la migration en tant que problème, comprenant plutôt que ce qui est problématique est le cadre politico-institutionnel qui force, restreint et rend précaires les expériences de mobilité.

Cependant, si ces mémoires et les savoirs sur la mobilité qu'elles offrent accentuent un regard critique sur les violences qui façonnent les déplacements, elles mettent également en lumière les résistances à ces dynamiques. Quant à l'exil, Fanny Pollarolo expliquait qu'être l'objet de cette violence était vécu comme un échec politique, une victoire de la domination sur le propre corps. Donc, lui résister par la volonté de rester au pays, c'était aussi résister à la dictature (communication personnelle, 3 juillet 2021). Pour sa part, la vidéo de FASIC à propos de la relégation met l'accent sur l'importance de connaître l'histoire de ce déplacement interne et forcé, en soulignant à la fois son caractère de violence politique et les résistances que les personnes reléguées ont réussi à maintenir en adaptant leurs pratiques militantes et associatives (Fundación FASIC, 2016b). Cette approche des mobilités forcées pendant la dictature se projette dans le présent, dans la mesure où l'accent mis sur la résistance nous permet de comprendre que l'exercice de la violence à travers des mobilisations forcées est dirigé non seulement contre des personnes, mais aussi contre des désirs, des volontés, des projets et des engagements possibles pour la transformation sociale.

Par conséquent, nous comprenons que ces mémoires - élaborations du passé dans le présent sur la mobilité et les actions qui lui sont destinées -, forment la perspective de la Fondation qui justifie l'incorporation de la défense du droit à la migration dans la lutte pour les droits humains.

### ***Tous les droits pour toutes les personnes***

Dans les mémoires de la FASIC, le lien entre les droits humains et les mobilités est particulièrement ancré dans les interprétations de ses actions concernant l'exil, mais nous pouvons également l'identifier à travers l'analyse de ses initiatives et réflexions de ces dernières années.

En ce qui concerne l'*Estallido Social* et l'élaboration d'une nouvelle constitution dans le pays, la FASIC a organisé des dialogues avec différents acteurs sociaux qui ont été diffusés et enregistrés sur sa chaîne You Tube. D'une part, il s'agit d'échanges qui insistent sur le caractère multiple de la violence néolibérale déployée à travers l'établissement de régimes de droit en démocratie, pointés par des critères économiques, politiques, sociaux et juridiques qui ségrègent la population. D'autre part, ils mettent l'accent sur une vision de la résistance en tant que résultat de processus d'articulation inattendus qui peuvent affronter cette forme particulière de pouvoir. Par exemple, en ce qui concerne l'*Estallido*, Nancy Nicolls a soutenu que celui-ci est venu mettre en évidence non seulement la forme réticulaire de la violence, mais aussi la nécessité de construire des mémoires qui parviennent à surmonter la fragmentation (FASIC, 2020a), positionnant ainsi la relation entre divers sujets, pratiques et temporalités, dans le débat public sur le passé.

Notre point de vue est que dans les perspectives que ces dialogues mettent en circulation, la participation de représentants des collectifs de migrants au Chili présente un intérêt particulier, dans la mesure où elle problématise la centralité de la figure du "citoyen de la communauté nationale". Les personnes étrangères qui ont participé à ces dialogues l'ont fait à partir de leur position au sein des luttes de migrants. En d'autres termes, elles n'ont pas été invitées à raconter leurs histoires personnelles de migration, ni les difficultés qu'elles ont dû affronter individuellement, comme on le fait habituellement avec les sujets subalternisés. Elles ont plutôt été invitées à réfléchir à la situation sociale au Chili et au processus politique en cours, à partir de la reconnaissance de leurs points de vue en tant que militantes et, enfin, en tant que résidentes du pays. À ce sujet, ce qu'a dit lors des rencontres Lorena Zambrano, porte-parole de l'Assemblée ouverte des migrants et pro-migrants (AMPRO), est pertinent :

Nous n'avons plus à nous classer entre migrants et Chiliens, nous devons commencer à nous affirmer dans la parole des habitants qui se trouvent aujourd'hui sur le territoire du Chili (...) Ne pas nous voir comme une entité séparatiste ou telle autre, mais simplement nous voir comme ce qui se passe aujourd'hui dans l'État nous affecte de manière égale, bien sûr, en comprenant que la migration va nous affecter trois fois plus (Fundación FASIC, 2020b, 46m15s)<sup>8</sup>.

---

<sup>8</sup> Traduction libre.



Dans notre optique, le *Ciclo de Conversatorios* FASIC est une activité cohérente avec la position de la Fondation concernant la "promotion et la défense des Droits Humains Universels" (FASIC, 2021, para. 22)<sup>9</sup>, dans la mesure où cela exige de penser et d'agir sur la façon dont la société et la relation entre ses membres sont conçues, en démantelant les catégories de différenciation qui soutiennent l'accès inégal aux droits, et en problématisant les perspectives étroites sur qui sont les sujets qui luttent pour transformer ces injustices et les coalitions possibles entre eux. Ainsi, nous pensons que les dialogues, leur transmission et leur enregistrement sur la chaîne YouTube de la FASIC sont particulièrement pertinents en tant qu'événements dans lesquels les réinterprétations de la violence et de la résistance sont développées et rendues publiques, ce qui favorise les connexions entre des sujets, des pratiques et des moments divers de l'histoire récente du Chili, comme le proposait Nichols, et crée ainsi des possibilités pour enrichir et complexifier la compréhension et l'action face aux enjeux du présent.

### **En guise de conclusion**

La lecture que nous proposons est que la chaîne YouTube de la FASIC ouvre des seuils pour la remémoration et la mise à jour des pratiques de solidarité liées au déplacement des personnes qui – dans leur diversité de périodes, de contextes et de raisons – ont besoin ou sont forcées de quitter leur pays de résidence. En conséquence, nous pensons que nous sommes confrontés à une politique de mémoire qui favorise le développement du potentiel résistant de la remémoration, celui qui se matérialise lorsque les élaborations du passé se transforment en outils pour définir et redéfinir des actions face aux défis actuels (Calveiro, 2006; Piper, 2008; Piper & Calveiro, 2015; Calveiro, 2019). Par exemple, les mémoires de la solidarité par rapport à l'exil remettent en question la nouveauté des processus migratoires au Chili, rappelant les refuges avant la dictature, les Chiliens en tant que réfugiés et la résistance contre les oppressions comme des pratiques également liées à la défense du droit à la migration et à l'asile. D'autre part, la réflexion commune et les échanges entre nationaux et étrangers sur la situation actuelle du pays, confronte la vision hiérarchique et excluante entre eux, permettant de fait l'émergence d'autres catégories et compréhensions de leurs relations, qui sans rendre invisibles des inégalités, insiste sur l'ensemble en tant que sujets de droits dans la société dans laquelle ils résident.

Ainsi, les élaborations du passé d'organisations comme la FASIC – solidaires avec les migrants et les réfugiés – établissent des dialogues avec les imaginaires dominants, non seulement de la violence politique, mais aussi de la nation, de l'appartenance, des droits et de la démocratie, nous rappelant leur caractère de construction et leurs possibilités de changement. Dans ce sens, nous estimons que les mémoires de la solidarité peuvent être un outil en tant qu'élaborations traversées par des actions et des

---

<sup>9</sup> *Idem.*

positionnements face à l'injustice et la résistance capables d'offrir d'autres perspectives sur les problématiques de notre temps. Cela a à son tour un impact sur la compréhension des luttes pour les droits humains, car quelles temporalités, quels acteurs et quelles pratiques rendons-nous visibles lorsque nous nous en rappelons ? La réponse qui, dans un pays comme le Chili, est encore fortement liée à la lutte contre la violence politico-répressive de la dictature, peut également être réinterprétée dans la perspective de la migration et du refuge actuels, nous convoquant à analyser les crises des droits humains dans nos démocraties.

De ce fait, en plus de la pertinence d'étudier et de rendre visible les mémoires des personnes qui ont vécu et vivent l'exil dans des contextes et depuis positions de sujets diverses, nous ajoutons l'importance d'analyser et de rendre visible les mémoires des organisations solidaires et leurs actions passées et présentes en relation avec la mobilité et les droits de l'homme. Pour nous, il s'agit d'un chemin important qui peut contribuer à remettre en question la sous-estimation et/ou la relativisation des exils en tant que violence politique de l'État, tout en positionnant le phénomène par rapport à une histoire de luttes pour les droits des migrants et des réfugiés. En même temps, nous voyons dans cette voie une possibilité d'affronter la question de la contribution de ces mémoires à la promotion d'une responsabilité partagée, dans le sens d'une implication de la société dans l'analyse critique et l'intervention politique dans le domaine de la migration et de l'asile. En fin de compte, pour le cas de la FASIC et d'autres, nous nous tournons vers le dialogue entre les études sur la mémoire et les études sur la migration pour nous interroger sur les possibilités d'activer le caractère subversif de la remémoration. C'est-à-dire lorsqu'elle joue un rôle dans la contestation et la délégitimation de la violence et des catégories de différenciation qui permettent son exercice, et comme le dirait Audre Lorde (1988), dans la prise de nos différences pour les transformer en force propice à d'autres devenir.

## **Bibliographie**

CALVEIRO, Pilar. «Los usos políticos de la memoria». Dans Gerardo CAETANO (ed.), *Sujetos sociales y nuevas formas de protesta en la historia reciente de América Latina*. CLACSO, 2006, pp. 359-86.

CALVEIRO, P.. *Resistir al neoliberalismo: Comunidades y autonomías*. Siglo Veintiuno Editores, 2019.

CREET, Julia et Andreas KITZMANN. *Memory and migration : Multidisciplinary approaches to memory studies*. University of Toronto Press, 2011.

DRINOT, Paulo. «Website of memory : The War of the Pacific (1879–84) in the global age of YouTube», *Memory Studies*, vol. 4, n° 4, octobre 2011, pp. 370-85.

Fundación FASIC. «Fundación FASIC : 40 años», *YouTube*, 6 juillet 2016a, [www.youtube.com/watch?v=laqdh\\_SkTvo](http://www.youtube.com/watch?v=laqdh_SkTvo).

Fundación FASIC. «FASIC: la relegación en Chile», *YouTube*, 10 juillet 2016b, [www.youtube.com/watch?v=u0m\\_kyhhB8pQ](http://www.youtube.com/watch?v=u0m_kyhhB8pQ)

Fundación FASIC. «La memoria como eje en la construcción de una nueva sociedad», *YouTube*, 30 juillet 2020a, [www.youtube.com/watch?v=tQHQihWZkf8](http://www.youtube.com/watch?v=tQHQihWZkf8)

Fundación FASIC. «Ciclo de conversatorios FASIC. Migración, Derechos Humanos y Proceso Constituyente», *YouTube*, 7 octubre 2020b. [www.youtube.com/watch?v=y5q-gfVLGuo](http://www.youtube.com/watch?v=y5q-gfVLGuo)

Fundación FASIC. « Historia » . *FASIC*, 2021, <http://fasic.cl/wp/historia-institucional/>

GALAZ, Catherine, et al. «Intervención social con mujeres inmigradas en Chile : ¿asistencialismo y/o promoción social ?» *Rumbos TS*, n° 14, janvier 2016, pp. 55-75.

GLICK SCHILLER, Nina et Noel SALAZAR. «Regimes of Mobility Across the Globe», *Journal of Ethnic and Migration Studies*, vol. 39, n°2, 2013, pp. 183-200.

GLYNN, Irial et J. Olaf KLEIST. *History, Memory and Migration : Perceptions of the Past and the Politics of Incorporation*. Palgrave Macmillan, 2012.

KNUDSEN, Britta Timm et Carsten STAGE. «Online war memorials : YouTube as a democratic space of commemoration exemplified through video tributes to fallen Danish soldiers», *Memory Studies*, vol. 6, n° 4, octobre 2013, pp. 418-36.

LORDE, Audre. «Las herramientas del amo nunca desarmarán la casa del am ». Dans CHERRIE MORAGA et Ana CASTILLO (ed.). *Esta puente, mi espalda: Voces de mujeres tercermundistas en los Estados Unidos*, ISM Press, 1988, pp. 89-93.

MARSCHALL, Sabine. *Memory, Migration and Travel*. Routledge, 2018.

NORAMBUENA, Carmen. «Exilio y retorno. Chile 1973-1994». *Memoria para un nuevo siglo. Chile, miradas a la segunda mitad del siglo XX*. LOM. 2000, pp. 173-87.

PALMBERGER, Monika, et Jelena TOSIC. *Memories on the Move : Experiencing Mobility, Rethinking the Past*. Palgrave Macmillan, 1999.

PIPER, Isabel. «Investigación y acción política en prácticas de memoria colectiva ». Dans Ricard VINYES (ed.). *El Estado y la Memoria*. RBA Libros, 2008, pp. 151-72.

PIPER, I. et Pilar CALVEIRO. «Políticas del miedo. Violencias y resistencias». *Athenea Digital*, vol. 15, n° 4, 2015, pp. 3-9.

SÁEZ, Joaquín. « Extrañamiento en Chile : El Decreto Supremo 504 y la situación de los presos políticos de Dictadura, durante los primeros años de los gobiernos de la

Concertación de Partidos por la Democracia ». *CEDOC Museo de la Memoria*, 2013. [www.cedocmuseodelamemoria.cl/wp-content/uploads/2013/12/Decreto-504-Joagu%C3%ADn-Sáez-Salazar.pdf](http://www.cedocmuseodelamemoria.cl/wp-content/uploads/2013/12/Decreto-504-Joagu%C3%ADn-Sáez-Salazar.pdf).

SMITH, Yannek E. «Una perspectiva institucional del proceso de asilo para los refugiados y perseguidos políticos en Chile después del Golpe de Estado». *CEDOC Museo de la Memoria*, 2001. [www.cedocmuseodelamemoria.cl/wp-content/uploads/2013/11/Asilo-en-Chile-después-del-Golpe-Revisado.pdf](http://www.cedocmuseodelamemoria.cl/wp-content/uploads/2013/11/Asilo-en-Chile-después-del-Golpe-Revisado.pdf)

STEFONI, Carolina. «Ley y política migratoria en Chile. La ambivalencia en la comprensión del migrante». Dans Bela FELDMAN-BIANCO, Liliana RIVERA SÁNCHEZ, Carolina STEFONI et Marta Inés VILLA MARTÍNEZ (ed.). *La construcción social del sujeto migrante en América Latina: Prácticas, representaciones y categorías*. FLACSO Ecuador, 2011, pp. 79-109.

VAN ZOONEN, Liesbet et al. «Performing citizenship on YouTube : activism, satire and online debate around the anti-Islam video *Fitna*», *Critical Discourse Studies*, vol. 7, n° 4, septembre 2010, pp. 249-62.